

Appel à contributions

Pouvoir(s) en Palestine

[English version below]

Coordinateurs

ALSAJDEYA Dima (Paris II/ Collège de France)

CECCALDI François (EHESS/ Collège de France)

DABED Emilio (Osgoode Hall Law School, Nathanson Center, York University, Toronto)

Argumentaire

Un grand nombre de travaux de recherche menés sur la question de Palestine depuis une vingtaine d'années a révélé la fragmentation du paysage politique palestinien¹. Cette littérature souligne le rôle qu'Oslo a joué dans l'exacerbation de la division du champ politique palestinien². La création de l'autorité palestinienne (AP) a notamment favorisé l'émergence de nouvelles dynamiques politiques et de nouvelles sources de pouvoir et de légitimité, incarnées par le conflit entre le Fatah et le Hamas, lequel domine la politique palestinienne depuis 2007. La création de l'AP a également favorisé un processus d'accumulation de capital et une restructuration des classes sociales après 1993³. Aussi, la dispersion des Palestiniens à travers le monde, la superposition des réalités juridiques nationales et internationales et la diversité des acteurs dans le conflit ont contribué à multiplier les pôles et les ressources du pouvoir. La difficulté d'appréhender l'ensemble de ces réalités politiques nous a conduit à interroger les sources nouvelles des pouvoirs en Palestine, les mécanismes à travers lesquels ils s'exercent et les dynamiques qu'ils produisent. Ces nouvelles formes de pouvoirs se manifestent de plusieurs manières.

Sur le plan institutionnel et politique, les accords d'Oslo ont modifié les équilibres institutionnels avec la création de l'AP et ont occulté en pratique le rôle de l'OLP, jusqu'alors au centre de la politique palestinienne⁴. La période intérimaire liée à ces accords prévoyait par ailleurs la mise en place d'institutions représentatives (présidence de l'AP, Conseil Législatif Palestinien) qui ont permis aux élus de disposer – un temps – d'un mandat politique nouveau que leur offrait le processus électoral. Ces échéances électorales, même si elles ont donné un visage

¹ « Palestine éclatée », (Picaudou, 1997), « Les Palestines du quotidien » (Legrain, 1999), « Palestinians Divided » (Shikaki, 2002), « Fragmentations multiples » (Salingue, 2014), « La mosaïque éclatée » (Dot-Pouillard, 2016), « The fragmentation of the national political field » (Hilal, 2019).

² GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag) (Eds.), 1998, *After Oslo: New Realities, Old Problems*, PLUTO Press, London Chicago; HILLAL (Jamil), « The Effect of the Oslo Agreements on the Palestinian Political System », in GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag), 1998, *Ibid.*, p. 121-145 ; GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat: A Failed National Movement*, Bloomington, Indiana University Press.

³ HANIEH (Adam), 2011, « The internationalisation of Gulf capital and Palestinian class formation », *Capital and Class*, 35 (1), p. 81-106.

KHALIDI (Raja) et SAMOUR (Sobhi), « Neoliberalism as Liberation: the Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies*, 2011, 40(2), p. 6-25 ; HANIEH (Adam), 2008, « Palestine in the Middle East : Opposing Neoliberalism and US power, *MRZine*.

⁴ SHIKAKI (Khalil), « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, vol. 30, N° 1, Automne 2000.

nouveau à l'architecture du pouvoir palestinien, n'ont pas modifié fondamentalement les structures de la domination, et ont au contraire accentué la fragmentation politique comme l'illustre la division entre le Hamas et le Fatah depuis 2007. Quant à l'OLP, le principe d'une plus juste représentation des équilibres partisans, au cœur des revendications de la réforme de l'organisation, n'a jusqu'à ce jour jamais été sérieusement envisagé faute de réelle volonté. Cette situation s'explique – et est entretenue – par différentes raisons qui tiennent pour l'essentiel à la situation coloniale, à la division politique intérieure et à la personnalisation du pouvoir dans le système politique palestinien.

Faute de processus électoraux réguliers, l'absence de légitimité s'est accompagnée ces dernières années du constat de l'inertie des classes dirigeantes dont la volonté de se maintenir au pouvoir concourt à un affaiblissement de la capacité d'action politique du mouvement nationale palestinien et du système politique dans son ensemble. Cet affaiblissement est renforcé par le contrôle étroit des dynamiques politiques palestiniennes par Israël et par l'impasse dans lequel se trouve le processus de négociations, depuis de nombreuses années maintenant – si tant est que ce dernier ait jamais eu pour objectif de parvenir à un règlement politique⁵. Il en résulte que les dirigeants palestiniens sont aujourd'hui incapables de répondre aux revendications nationales palestiniennes. La division inter-palestinienne et les rivalités politiques, liées notamment à la question de la succession de Mahmoud Abbas ont cristallisé les enjeux du partage du pouvoir et de l'hégémonie du Fatah, tout en accréditant l'idée d'une incompétence des élites palestiniennes et d'une corruption du système politique et de son leadership.

Sur le plan économique, les accords d'Oslo ont également créé de nouvelles lignes de division sociale et politique par la distribution de bénéfices matériels et symboliques (positions institutionnelles, titres, grades, privilèges, etc.) qui sont devenus de puissantes sources de prestige social et d'influence politique. Ainsi, à la suite d'Oslo, trois nouveaux groupes sociaux puissants ont été formés et constituent désormais une nouvelle élite palestinienne : bureaucratie⁶, « classes d'affaire » liée à l'AP⁷ et « nouvelle élite palestinienne mondialisée⁸ ». Cette élite joue un rôle central dans la division politique bénéficiant de la capacité du nouveau pouvoir à allouer des ressources, des opportunités et des privilèges commerciaux et financiers⁹.

Au niveau régional, on observe depuis 2011 une remise en question des pouvoirs traditionnels et une multiplication d'acteurs hétérogènes. Ces évolutions ont surtout permis de questionner la centralité de la question palestinienne et d'interroger sa marginalisation. Ce numéro de *Confluences Méditerranée* cherchera à comprendre les répercussions de ces évolutions sur la pratique du/(des) pouvoir(s) en Palestine et à en identifier concrètement les expressions.

Finalement, nous nous intéresserons plus particulièrement aux pratiques, aux sources et

⁵ HILAL (Jamil) (Ed.), 2007, *Where Now for Palestine? The Demise of the Two-state Solution*, London, Zed Books; KHALIDI (Rashid), 2007, *Palestine, Histoire d'un Etat introuvable*, Paris, Actes Sud; DAJANI (Burhan), 1994, « The September 1993 Israeli-PLO Documents: A Textual Analysis », *Journal of Palestine Studies*, volume XXIII, N° 3, Spring 1994, p. 5-23.

⁶ SHU'AYBI (Azmi) et SHIKAKI (Khalil), 2000, « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, 30(1), p. 88-97.

⁷ BOUILLON (Markus E.), 2004, *The Peace Business. Money and power in the Palestine-Israel conflict*, London, I.B. Taurus; NASR (Mohamed M.), « Monopolies and the PNA », in KHAN MUSHTAQ (Husain), GIACAMAN (George) et AMUNDSEN (Inge), *State Formation in Palestine. Viability and Governance During a Social Transformation*, London, Routledge Curzon, p. 168-191; HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, Londres/ New York, I.B. Tauris.

⁸ HANAFI (Sari) et TABAR (Linda), 2005, *The emergence of a Palestinian globalized elite. Donors, international organizations and local NGO's*, Muwatit, The Palestinian Institute for the Study of Democracy, Jerusalem.

⁹ HANAFI (Sari) et TABAR (Linda), 2003, « The Intifada and the Aid Industry: The Impact of the New Liberal Agenda on the Palestinian NGOs », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle east*, 23: 1&2.

aux nouveaux mécanismes de(s) pouvoir(s) et à leurs enjeux symboliques. S'interroger sur la manière dont s'exercent ces pouvoirs en Palestine aujourd'hui – dans le cadre de la réorganisation de l'ordre politique palestinien après Oslo – nous permettra par ailleurs d'apporter un éclairage nouveau sur les (re)sources du pouvoir, sur la recomposition des légitimités politiques et la ré-articulation des hiérarchies au sein des structures de pouvoir. Ce questionnement pourra se décliner selon les trois axes suivants.

Axe 1 : Questions institutionnelles, gouvernance politique et luttes partisans

La création d'une Autorité Palestinienne dans les Territoires s'est accompagnée de la création d'un ensemble d'institutions, similaires à celles d'un État, venant concurrencer dans certains cas, voire occulter, celles de l'OLP pourtant seule et unique représentante du peuple palestinien¹⁰. L'absence de règlement politique avec Israël a conduit à pérenniser cette situation institutionnelle caractérisée, sinon par une duplication, du moins par une superposition des institutions et des pouvoirs. La crise institutionnelle palestinienne s'accompagne, depuis les élections législatives de janvier 2006, d'une division partisane caractérisée par la polarisation du champ politique entre le Fatah et le Hamas. Cette division a révélé l'érosion du pouvoir du Fatah confronté aux échecs de la négociation et aux divisions internes au sein même du parti, alimentées par la perspective de la succession de Mahmoud Abbas. La polarisation politique a de plus consacré l'échec des autres factions, notamment celles dites de gauche, à s'imposer dans le jeu politique et à proposer une troisième voie.

- Gestion *de facto* des TPO, mécanismes de contrôle et réalités des pouvoirs locaux : coopération sécuritaire, dépendance économique, réalités de l'occupation.
- Conflit entre le Hamas et le Fatah : réconciliation et partage du pouvoir ; rivalités pour le contrôle des appareils de sécurité, etc. ;
- Réalité des rapports de force au sein du Fatah et question de la succession ;
- Rôle de l'opposition : place et évolutions des factions de gauche de l'OLP et des mouvements islamistes ;
- Question des réfugiés comme enjeux politique et symbolique du pouvoir ; gestion des camps de réfugiés et des comités populaires ; influence des enjeux locaux sur la politique nationale

Axe 2 : Les Palestiniens sur la scène internationale

Les évolutions politiques internationales semblent faire apparaître un paradoxe. En dépit d'une stratégie diplomatique de reconnaissance internationale ayant donné quelques résultats, notamment l'obtention d'un statut d'État non-membre voté à l'Assemblée générale des Nations-unies en 2012, les Palestiniens n'ont pas pour autant réussi à en tirer des bénéfices politiques concrets. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère les évolutions du projet d'État qui contribue davantage à consolider la structure coloniale qu'il ne permet l'émancipation politique des Palestiniens. Avec l'échec de la négociation israélo-palestinienne, et le confinement des aspirations nationales palestiniennes dans un cadre de négociation contraint, l'espace des droits des Palestiniens s'est également considérablement rétréci. Ceci s'est traduit récemment par les décisions unilatérales prises par les États-Unis depuis l'élection de D. Trump qui ont contribué un peu plus à faire apparaître la question palestinienne en creux, à travers la mise en place d'alliances stratégiques entre États tiers, comme vient par exemple l'illustrer la normalisation

¹⁰ La reconnaissance formelle de l'OLP en tant que seule et unique représentante légitime du peuple palestinien est obtenue au 8ème sommet arabe de Rabat en octobre 1974 et confirmée par l'Assemblée générale des Nations-unies en novembre 1974 qui invite l'OLP à ses travaux en qualité d'observateur et représentante du peuple palestinien.

récente des relations entre les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn avec Israël. Par ailleurs, la contestation révolutionnaire arabe de 2011 a déplacé l'attention internationale de la question palestinienne vers les développements politiques régionaux.

- Diplomatie, représentation et nouvelles configurations des pouvoirs ;
- Pourquoi continue-t-on à négocier et que négocie-t-on réellement ? La négociation est-elle encore un levier du pouvoir ?;
- Bilan de la campagne de la reconnaissance de la Palestine dans les institutions internationales ;
- Place des pouvoirs alternatifs et extra-diplomatiques : lobbies, diasporas, BDS, etc.
- Question des réfugiés, entre centralité du discours de la négociation et mise en invisibilité (« *Deal du siècle* », arrêt du financement de l'UNRWA, etc.).

Axe 3: Transformations économiques et pouvoirs politiques : nouvelles formes de domination

La question de l'économie politique a été abordée dans les études sur la question israélo-palestinienne, en particulier dans la littérature anglo-saxonne. Elle a permis de comprendre la structure et la constitution des classes sociales, d'une part, et du développement des approches néolibérales dans le processus de construction de l'État, d'autre part. Qu'il s'agisse des hommes d'affaires palestiniens ou des organisations internationales (Banque mondiale, FMI ou encore bailleurs de fonds internationaux), chacun d'eux joue un rôle notable dans la (re)configuration des pouvoirs en Palestine. L'accroissement du nombre des ONGs, question ayant fait l'objet de nombreuses études, ainsi que les réformes institutionnelles imposées par la communauté internationale à l'AP en 2003 viennent illustrer cette réalité.

- Dynamiques de pouvoirs symboliques liées au statut et au rôle de la dette. Changements de priorités socio-économiques au sein de la société palestinienne et circulation des capitaux (augmentation des prêts bancaires, achats immobiliers, modes de consommation) ; capital financier comme outil politique (construction de la ville de Rawabi) ;
- Impact de l'aide et des fonds internationaux sur la (re)configuration du pouvoir en Palestine ; aggravation de la dépendance économique de l'AP vis-à-vis d'Israël (taxe d'accise (*Maqasa*), protocole de Paris de 1994) ;
- Taux de chômage et de pauvreté très importants ; dépendance d'une grande partie de la population vis-à-vis des emplois gouvernementaux et influence sur la capacité ou les possibilités de réforme du système.

Indications bibliographiques

- AL HUSSEINI (Jalal) et DORAI (Kamel), 2003, « De la lutte armée à la nation palestinienne : vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés », *Autrepart*, n°26, vol. 2, p. 91-106.
- AL HUSSEINI (Jalal) et SIGNOLES (Aude), 2013, *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, Paris, IISMM/Karthala.
- ARNON (Arie), 2007. « Israeli Policy towards the Occupied Palestinian Territories: The Economic Dimension, 1967–2007 », *The Middle East Journal* 61(4), 573–595.
- BOCCO (Ricardo), DESTREMAU (Blandine) et HANNOYER (Jean) (dir.) 1997, *Palestine, Palestiniens : territoire national, espaces communautaires*, Beyrouth, CERMOC.
- BOTIVEAU (Bernard), 1999, *L'État palestinien*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BUCAILLE (Laetitia), 2016, « Palestine : de l'État introuvable à la nation en déroute. A quoi servent les dirigeants palestiniens ? » *Les Études du CERI*, n°224.
- CHALLAND (Benoit), 2011, « Les mutations du leadership palestinien », *A contrario*, vol. 5, 2008, p. 52-75 John Collins, *Global Palestine*, Londres, Hurst Publishers.
- DANA (Tariq), 2015, « The Symbiosis Between Palestinian 'Fayyadism' and Israeli 'Economic Peace: A Capitalist Peace? », *Journal of Conflict, Security and Development*, vol. 15, issue 5, p. 455-477.
- EL SAKKA (Abaher), 2013, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *Confluences Méditerranée*, 2013/3 (N° 86), p. 171-183.
- FARSAKH (Leila), 2002. « Palestinian Labor Flows to the Israeli Economy: A Finished Story? ». *Journal of Palestine Studies* 32(1), 13–27.
- FARSAKH (Leila), 2005, *Palestinian Labour Migration to Israel: Labour, Land and Occupation*, Oxon, Routledge.
- GHANEM (As'ad), 2002, *The Palestinian Regime: a "Partial Democracy"*, Brighton/Portland, Sussex Academic Press.
- GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat. A Failed National Movement*, Bloomington/ Indianapolis, Indiana University Press.
- GRESH (Alain), 1983, *OLP : histoire et stratégies : vers l'État palestinien*, Paris, Papyrus.
- HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, Londres/ New York, I.B. Tauris.
- HANAFI (Sari) et KNUDSEN (Are) (dir.), 2011, *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, Londres/New York : Routledge.
- HANAFI (Sari) et LONG (Taylor), 2010, « Governance, governabilities and the state of exception in the Palestinian refugees camps of Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, vol. 23, n°2, p. 134-159.
- HANIEH (Adam), 2016, « Development as Struggle: Confronting the Reality of Power in Palestine », *Journal of Palestine Studies*, 45 (4), p. 32-47.
- HILAL (Jamil), « The Localization of the Palestinian National Political Field », in TURNER (Mandy) (dir.), 2019, *From the River to the Sea*, Londres, New-York, Lexington Books.
- HILAL (Jamil), 1998, *Le système politique palestinien après Oslo*, en arabe [al-Niẓām al-Siyāsī al-Filasṭīnī ba'ad Ūslū], Fondation des Études Palestiniennes, Beyrouth.
- JARBAWI (Ali), 1989, *L'Intifada et les directions politiques en Cisjordanie et à Gaza : étude sur l'élite politique* [Al-Intifāda wa al-Qiyādāt al-Siyāsīyya fī al-Diffa al-Ġarbiyya wa Qāṭ'a Ġazza : Baḥṯ fī al-Nuḥba al-Siyāsīyya], Beyrouth, Dar al-Tali'a.

- KHALIDI (Raja) and SAMOUR (Sobhi), 2011. « Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies* 40(2), 6–25.
- LEGRAIN (Jean-François), 1999, *Les Palestiniens du quotidien, les élections de l'autonomie*, Beyrouth, CERMOC.
- LIA (Brynjar), 2006, *A Police Force without a State: a History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press, U.K.
- MANSOUR (Camille), 1993, *Les Palestiniens de l'intérieur*, Paris, Revue d'études palestiniennes.
- MILTON-EDWARDS (Beverley), FARRELL (Stephen), 2010, *Hamas*, Cambridge UK, Malden, MA, USA, Polity press.
- PICAUDOU (Nadine) et RIVOAL (Isabelle), 2006, *Retours en Palestine*, Paris, Khartala.
- ROY (Sara), 1995, *The Gaza Strip. The Political Economy of De-development*, Washington DC., Institute for Palestine Studies
- SALINGUE (Julien), 2014, *La Palestine d'Oslo*, Paris, Harmattan.
- SAYEGH (Yezid), 2011, *Policing the People, Building the State: Authoritarian Transformation in the West Bank and Gaza*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- SBEIH (Sbeih), 2014, « *Professionnalisation* » des ONG en Palestine : entre pression des bailleurs de fonds et logique d'engagement, Thèse de doctorat soutenue à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SHIKAKI (Khalil), 1996, "Vers la démocratie en Palestine : Processus de paix, construction nationale et élections" [al-Taḥawul Naḥwa al-Dīmuqrāṭiyya fī Filasṭīn : 'Amaliyyat al-Salām wa al-Binā' al-Waṭanī wa al-Intiḥābāt], Naplouse, Centre de recherches et d'études palestiniens, (Markaz al-Buḥūṭ wa al-Dirāsāt al-Filasṭīniyya).
- SIGNOLES (Aude), 2009, « L'islamisme municipal, enjeu et garant de la modernisation des pratiques politiques ? », *Critique Internationale*, vol. 1, n°42, p. 9-19.
- TAMIMI (Azzam), 2009 (rééd.), *Hamas. Unwritten Chapters*, London, Hurst.

Calendrier

- Les propositions sont à envoyer à dima.alsajdeya@college-de-france.fr, francois.ceccaldi@college-de-france.fr et emiliodabed@yahoo.fr au plus tard le 18 décembre 2020.
- Une réponse sera envoyée aux auteurs avant le 25 décembre.
- Les articles devront être soumis avant le 15 mars 2021.

Instructions aux auteurs pour la présentation des propositions d'article

Les propositions ne devront pas dépasser 4 000 signes (espaces compris). La proposition doit être accompagnée d'un titre (même provisoire) et d'une courte biographie de l'auteur.

Instructions aux auteurs pour la présentation des articles

Les articles ne doivent pas dépasser 25 à 30 000 signes (espaces compris). Sous le titre de l'article, donner le nom de l'auteur et son ancrage institutionnel, ainsi qu'un résumé de 5 à 10 lignes (avec une traduction en anglais).

Le texte doit être saisi en Times New Roman, taille 11 avec un interligne. L'intégralité des consignes sont disponibles sur [la page de la revue Confluences Méditerranée](#) sur le site de l'iReMMO.

Call for papers

Power(s) in Palestine

Coordinators

ALSAJDEYA Dima (Paris II / Collège de France)

CECCALDI François (EHESS / Collège de France)

DABED Emilio (Osgoode Hall Law School, Nathanson Center, York University, Toronto)

Argument

Over the past two decades a great deal of research on the question of Palestine has pointed to a fragmentation of the Palestinian political landscape¹¹, divisions exacerbated by the Oslo Accords.¹² The ensuing establishment of the Palestinian Authority (PA), in particular, fostered the emergence of new political dynamics and new sources of power and legitimacy, embodied in the conflict between Fatah and Hamas that has dominated Palestinian politics since 2007. The creation of the PA also encouraged a process of capital accumulation and a restructuring of social classes after 1993.¹³ Moreover, the dispersion of Palestinians across the world, the superposition of national and international legal realities and the diversity of actors in the conflict have contributed to the multiplication of sources and resources of power. This complex set of factors has prompted questions regarding new sources, mechanisms and flows of power in Palestine, as well as resultant dynamics. Such new forms of power can be illustrated in several ways.

In the political field, the Oslo Accords altered institutional structures by creating the PA, thus marginalizing the PLO, theretofore considered the fulcrum of Palestinian politics.¹⁴ The ensuing interim period also provided for the establishment of representative institutions (presidency of the PA, Palestinian Legislative Council) which for a time bestowed a new political mandate on elected officials. These elections however, although giving a new face to the architecture of Palestinian power, did not fundamentally change existing structures of domination while heightening political fragmentation, notably as between Hamas and Fatah since 2007. Within the PLO, the principle of a fairer representation of Palestinian movements and factions, at the heart of demands for organizational reform, has so far never been seriously considered for lack of real

¹¹ « Palestine éclatée », (Picaudou, 1997), « Les Palestines du quotidien » (Legrain, 1999), « Palestinians Divided » (Shikaki, 2002), « Fragmentations multiples » (Salingue, 2014), « La mosaïque éclatée » (Dot-Pouillard, 2016), « The Fragmentation of the National Political Field » (Hilal, 2019).

¹² GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag) (eds.), 1998, *After Oslo: New Realities, Old Problems*, Pluto Press, London/Chicago; HILAL (Jamil), « The Effect of the Oslo Agreements on the Palestinian Political System », in GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag), 1998, *Ibid.*, p. 121-145; GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat: A Failed National Movement*, Bloomington, Indiana University Press.

¹³ HANIEH (Adam), 2011, « The Internationalization of Gulf Capital and Palestinian Class Formation », *Capital and Class*, 35 (1), p. 81-106.

KHALIDI (Raja) and SAMOUR (Sobhi), « Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies*, 2011, 40(2), p. 6-25; HANIEH (Adam), 2008, « Palestine in the Middle East : Opposing Neoliberalism and US power, *MRZine*.

¹⁴ SHIKAKI (Khalil), « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, vol. 30, N° 1, Fall 2000.

will. Explanations for this situation are found in the continued colonial situation, internal political divisions, and the personalization of power.

The increasing lack of legitimacy resulting from the absence of regular elections has been accompanied in recent years by the inertia of the ruling elites whose desire to remain in power contributes to the weakening of the capacity for political action within the Palestinian national movement. This weakening is accentuated by Israel's tight control over Palestinian political dynamics and the longstanding stalemate in negotiations – assuming they were intended to reach a political settlement in the first place.¹⁵ As a result, the Palestinian leadership is today unable to respond to popular demands. Inter-Palestinian divisions, heightened by the uncertainties of succession to President Mahmoud Abbas, crystallize the stakes of power-sharing rivalries, the hegemony of Fatah, while lending credence to the impression of incompetence emanating from aging Palestinian leaders and the corruption of the political system.

Economically, the Oslo accords also created new lines of social and political division through the distribution of material and symbolic benefits (institutional positions, titles, ranks, privileges, etc.) which became powerful sources of social prestige and political influence. Three new powerful social groups were thus formed and now constitute a new Palestinian elite: the bureaucracy,¹⁶ a "business class" linked to the PA,¹⁷ and a "new globalized Palestinian elite."¹⁸ This elite plays a central role in political polarization, while benefiting from the allocation of resources, opportunities, and commercial and financial privileges granted by the central leadership.¹⁹

At the regional level, since 2011 one observes increasing challenges to traditional powers and a multiplication of heterogeneous actors. These developments have made it necessary to interrogate the centrality of the Palestinian question and its marginalization.

This issue of *Confluences Méditerranée* seeks to understand the impact of these changes on the practice of power(s) in Palestine and to identify their concrete forms of expression. It will focus more particularly on these new sources, practices, and mechanisms of power(s) and their symbolic role and dimensions. Exploring the ways in which these powers are exercised in Palestine today - as part of the reorganization of the Palestinian political order after Oslo - will also allow us to shed new light on the (re)sources of power, on the re-composition of political legitimacy and the re-articulation of hierarchies within power structures. This exploration can be broken down into the following three axes.

Axis 1: Institutional questions, political governance and partisan struggles

¹⁵ HILAL (Jamil) (ed.), 2007, *Where Now for Palestine? The Demise of the Two-state Solution*, London, Zed Books; KHALIDI (Rashid), 2006, *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Boston, Beacon Press; DAJANI (Burhan), 1994, « The September 1993 Israeli-PLO Documents: A Textual Analysis », *Journal of Palestine Studies*, volume XXIII, N° 3, Spring 1994, p. 5-23.

¹⁶ SHU'AYBI (Azmi) et SHIKAKI (Khalil), 2000, « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, 30(1), p. 88-97.

¹⁷ BOUILLON (Markus E.), 2004, *The Peace Business. Money and Power in the Palestine-Israel Conflict*, London, I.B. Taurus; NASR (Mohamed M.), « Monopolies and the PNA », in KHAN MUSHTAQ (Husain), GIACAMAN (George) and AMUNDSEN (Inge) (eds.), *State Formation in Palestine. Viability and Governance During a Social Transformation*, London, Routledge Curzon, p. 168-191; HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, London/ New York, I.B. Tauris.

¹⁸ HANAFI (Sari) and TABAR (Linda), 2005, *The Emergence of a Palestinian Globalized Elite. Donors, International Organizations and Local NGOs*, Jerusalem, Muwatini, The Palestinian Institute for the Study of Democracy.

¹⁹ HANAFI (Sari) and TABAR (Linda), 2003, « The Intifada and the Aid Industry: The Impact of the New Liberal Agenda on the Palestinian NGOs », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle east*, 23: 1&2.

The establishment of a Palestinian Authority in the Territories was accompanied by the creation of a set of institutions, similar to those of a State, competing with and in some cases obscuring those of the PLO, despite the latter being the sole representative of the Palestinian people.²⁰ The absence of a political settlement with Israel has led to the perpetuation of this institutional situation characterized, if not by a duplication, at least by a superposition of institutions and powers. The Palestinian institutional crisis has been accompanied, since the legislative elections of January 2006, by a partisan divide with the polarization of the political field between Fatah and Hamas. This split exposed the erosion of Fatah's power due to the failure of negotiations and internal divisions within the party itself, fueled by the prospect of Mahmoud Abbas's succession. The political polarization has further exposed the failure of other factions, notably the left-wing and democratic parties, to influence the political game and come up with an alternative.

Suggested topics:

- *De facto* rule of the OPT, control mechanisms, and the realities of local authorities: security cooperation, economic dependence, realities of the occupation.
- Conflict between Hamas and Fatah: reconciliation and power sharing; rivalries for control of security apparatuses, etc.;
- Structures of power within Fatah, and the question of succession;
- Role of the opposition: evolution of left-wing PLO factions and Islamist movements;
- The question of refugees as a political and symbolic stake of power; organization in refugee camps and popular committees; influence of local issues on national policy.

Axis 2: Palestinians on the international stage

International political developments expose a paradox. Despite the PA's diplomatic strategy of international recognition having yielded some results, in particular recognition of non-member state status voted at the United Nations General Assembly in 2012, Palestinians failed in drawing concrete political benefits. In point of fact, the state project being negotiated contributed more to consolidating the colonial structure than allowing Palestinian political emancipation. With the failure of the Israeli-Palestinian negotiations, and the confinement of Palestinian national aspirations to a constrained negotiating framework, the space for Palestinian rights has also shrunk considerably, resulting in the unilateral decisions taken by the United States since the election of D. Trump. These have intended to marginalize the Palestinian question yet further, through the establishment of strategic alliances between Third States, as illustrated, for example, by the recent normalization of relations between the United Arab Emirates and Bahrain, and Israel. Moreover, the Arab revolutions of 2011 shifted international attention from the Palestinian question to regional political developments.

Suggested topics:

- Diplomacy, representation and new configurations of power;
- Why do Palestinians continue to negotiate and what are they really negotiating? Is negotiation still a leverage of power?
- Assessment of the campaign for the recognition of Palestine in international institutions;
- Role of alternative and extra-diplomatic powers: lobbies, diasporas, BDS, etc.

²⁰ The formal recognition of the PLO as the one and only legitimate representative of the Palestinian people was obtained at the 8th Arab summit in Rabat in October 1974, and confirmed by the United Nations General Assembly in November 1974 which invited the PLO to its meetings as an observer and representative of the Palestinian people.

- The question of refugees: between the centrality of the negotiation discourse and invisibility ("Deal of the century", end of funding for UNRWA, etc.).

Axis 3: Economic transformations and political power: new forms of domination

Political economy has been at the center of some studies on the Israeli-Palestinian question, particularly in the English language literature. These research efforts have helped to understand the structure and constitution of social classes, on the one hand, and the development of neoliberal approaches in the process of state building, on the other. Palestinian businesspersons and international organizations (World Bank, IMF or international donors) both play a significant role in the (re)configuration of power(s) in Palestine. The increasing number of NGOs (subject of numerous studies), as well as the institutional reforms imposed by the international community on the PA in 2003, illustrate this reality.

Suggested topics:

- Power dynamics linked to the status and role of debt. Changes in socio-economic priorities within Palestinian society; circulation and movement of capital (increase in bank loans, real estate purchases, consumption patterns); financial capital as a political tool (construction of the city of Rawabi);
- Impact of international aid and funding on the (re)configuration of power in Palestine; increased economic dependence on Israel, Paris Protocol of 1994), etc.;
- High unemployment and poverty rates; dependence of a large part of the population on government jobs, and its influence on the capacity or possibilities for systemic reform.

Bibliographical references

- AL HUSSEINI (Jalal) and DORAI (Kamel), 2003, « De la lutte armée à la nation palestinienne : vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés », *Autrepart*, n°26, vol. 2, p. 91-106.
- AL HUSSEINI (Jalal) and SIGNOLES (Aude), 2013, *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, Paris, IISMM/Karthala.
- ARNON (Arie), 2007, « Israeli Policy towards the Occupied Palestinian Territories: The Economic Dimension, 1967–2007 », *The Middle East Journal* 61(4), 573–595.
- BOCCO (Ricardo), DESTREMAU (Blandine) and HANNOYER (Jean) (eds.) 1997, *Palestine, Palestiniens : territoire national, espaces communautaires*, Beirut, CERMOC.
- BOTIVEAU (Bernard), 1999, *L'État palestinien*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BUCAILLE (Laetitia), 2016, « Palestine : de l'État introuvable à la nation en déroute. A quoi servent les dirigeants palestiniens ? » *Les Études du CERJ*, n°224.
- CHALLAND (Benoit), 2011, « Les mutations du leadership palestinien », *A contrario*, vol. 5, 2008, p. 52-75 ; John Collins, *Global Palestine*, London, Hurst Publishers.
- DANA (Tariq), 2015, « The Symbiosis Between Palestinian 'Fayyadism' and Israeli 'Economic Peace': A Capitalist Peace? », *Journal of Conflict, Security and Development*, vol. 15, issue 5, p. 455-477.
- EL SAKKA (Abaher), 2013, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *Confluences Méditerranée*, 2013/3 (N° 86), p. 171-183.
- FARSAKH (Leila), 2002, « Palestinian Labor Flows to the Israeli Economy: A Finished Story? », *Journal of Palestine Studies* 32(1), 13–27.
- FARSAKH (Leila), 2005, *Palestinian Labour Migration to Israel: Labour, Land and Occupation*, Oxon, Routledge.
- GHANEM (As'ad), 2002, *The Palestinian Regime: A "Partial Democracy"*, Brighton/Portland, Sussex Academic Press.
- GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat. A Failed National Movement*, Bloomington/ Indianapolis, Indiana University Press.
- GRESH (Alain), 1983, *OLP : histoire et stratégies : vers l'État palestinien*, Paris, Papyrus.
- HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, London/ New York, I.B. Tauris.
- HANAFI (Sari) and KNUDSEN (Are) (eds.), 2011, *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, London/New York: Routledge.
- HANAFI (Sari) and LONG (Taylor), 2010, « Governance, Governabilities and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, vol. 23, n°2, p. 134-159.
- HANIEH (Adam), 2016, « Development as Struggle: Confronting the Reality of Power in Palestine », *Journal of Palestine Studies*, 45 (4), p. 32-47.
- HILAL (Jamil), « The Localization of the Palestinian National Political Field », in TURNER (Mandy) (ed.), 2019, *From the River to the Sea*, London/New-York, Lexington Books.
- HILAL (Jamil), 1998, *The Palestinian Political System after Oslo*, in Arabic [al-Niẓām al-Siyāsī al-Filasṭīnī ba'ad Ūslū], Institute for Palestine Studies, Beirut.
- JARBAWI (Ali), 1989, *The Intifada and the Political Leaderships in the West Bank and Gaza: A Study of the Political Elite [Al-Intifaḍa wa al-Qiyādāt al-Siyāsīyya fī al-Ḍiffa al-Ġarbiyya wa Qiṭā'a Ġazza : Baḥṯ fī al-Nuḥba al-Siyāsīyya]*, Beirut, Dar al-Tali'a.

- KHALIDI (Raja) and SAMOUR (Sobhi), 2011, « Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies* 40(2), 6–25.
- LEGRAIN (Jean-François), 1999, *Les Palestines du quotidien, les élections de l'autonomie*, Beirut, CERMOC.
- LIA (Brynjar), 2006, *A Police Force without a State: A History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press, U.K.
- MANSOUR (Camille) (ed.), 1993, *Les Palestiniens de l'intérieur*, Paris, Books of the *Revue d'études palestiniennes*.
- MILTON-EDWARDS (Beverley), FARRELL (Stephen), 2010, *Hamas*, Cambridge UK/ Malden, MA, USA, Polity press.
- PICAUDOU (Nadine) and RIVOAL (Isabelle), 2006, *Retours en Palestine*, Paris, Khartala.
- ROY (Sara), 1995, *The Gaza Strip. The Political Economy of De-development*, Washington DC., Institute for Palestine Studies
- SALINGUE (Julien), 2014, *La Palestine d'Oslo*, Paris, Harmattan.
- SAYIGH (Yezid), 2011, *Policing the People, Building the State: Authoritarian Transformation in the West Bank and Gaza*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- SBEIH (Sbeih), 2014, « *Professionnalisation* » des ONG en Palestine : entre pression des bailleurs de fonds et logique d'engagement, Doctoral dissertation, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SHIKAKI (Khalil), 1996, « Towards Democracy in Palestine: Peace Process, National Construction and Elections » [al-Taḥawul Naḥwa al-Dīmuqrāṭiyya fī Filasṭīn : 'Amaliyyat al-Salām wa al-Binā' al-Waṭani wa al-Intiḥābāt], Nablus, Center for Palestinian Research and Studies (Markaz al-Buḥūṭ wa al-Dirāsāt al-Filasṭīniyya).
- SIGNOLES (Aude), 2009, « L'islamisme municipal, enjeu et garant de la modernisation des pratiques politiques ? », *Critique Internationale*, vol. 1, n°42, p. 9-19.
- TAMIMI (Azzam), 2009 (revised edition), *Hamas. Unwritten Chapters*, London, Hurst.

Calendar

- Proposals should be sent to dima.alsajdeya@college-de-france.fr, francois.ceccaldi@college-de-france.fr and emiliodabed@yahoo.fr no later than December 18, 2020.
- An answer will be sent to the authors before December 25th.
- Articles must be submitted before March 15th, 2021.

Instructions to authors for submitting article proposals

Proposals should not exceed 4000 characters (spaces included). The proposal must be accompanied by a title (even if provisional) and a short biography of the author.

Instructions to authors for the presentation of final articles

Articles should not exceed 25 to 30,000 characters (spaces included). Under the title of the article, give the author's name and institutional affiliation, as well as a 5-10 lines abstract.

Text should be single-spaced, Times New Roman, size 11. All the instructions are available on the *Confluences Méditerranée* journal [page on the iReMMO website](#).